

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 46 (2019)
Heft: 4

Artikel: L'Europe ne fait toujours pas l'unanimité
Autor: Peter, Theodora
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912772>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'Europe ne fait toujours pas l'unanimité

Le 19 mai, le peuple a clairement accepté un durcissement de la loi sur les armes. Ce faisant, il s'est aussi prononcé pour que la Suisse reste dans l'espace européen de Schengen. Mais le grand débat sur la politique européenne ne fait que commencer.

THEODORA PETER

Désormais, l'achat d'armes semi-automatiques munies d'un chargeur de grande capacité nécessitera une autorisation spéciale en Suisse. Les armuriers devront déclarer toutes les transactions et les tireurs amateurs faire enregistrer leurs fusils d'assaut auprès des bureaux cantonaux. Le peuple a accepté à 63,7 % la reprise dans la loi suisse d'une directive de l'Union européenne (UE) sur les armes.

Les clubs de tir, associés à l'UDC, se sont opposés sans succès à ce prétendu «diktat» de Bruxelles. Mais la majorité des votants n'a pas voulu mettre en péril la participation de la Suisse à l'espace Schengen. Si le non l'avait emporté, la Suisse aurait risqué d'en être exclue, ce qui aurait eu d'importantes conséquences sur les contrôles aux frontières et la sécurité. La directive sur les armes améliore notamment l'échange d'informations entre les polices des 26 États de Schengen. À l'avenir, le refus d'auto-

riser un citoyen d'un autre pays membre de Schengen à détenir une arme apparaîtra dans le système d'information.

Une nouvelle initiative de l'UDC vise la libre circulation des personnes

Les observateurs interprètent le oui à la loi sur les armes comme une profession de foi vis-à-vis de la voie bilatérale avec l'UE. Mais le vrai test n'a pas encore eu lieu: l'an prochain, le peuple devra se prononcer sur l'initiative «Pour une immigration modérée», par laquelle l'UDC et l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) entendent dénoncer l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE. Le Conseil fédéral craint que cela entraîne l'annulation de tous les traités et remette la voie bilatérale en question.

La Suisse doit clarifier sa relation avec l'UE. Un accord institutionnel est censé permettre le développement des cinq traités bilatéraux existants

et ouvrir la voie à d'autres. Le contrat-cadre négocié ne fait toutefois pas l'unanimité en Suisse (Revue Suisse 2/2019). Parmi les écueils figurent notamment les concessions en matière de protection des salaires, qui affaibliraient les mesures d'accompagnement contre le dumping salarial. Les syndicats rejettent ce contrat-cadre. De son côté, l'UDC y voit une menace fondamentale pour notre souveraineté. Berne doit donc trouver un moyen d'amener Bruxelles à renégocier. La décision du gouvernement sur la suite à donner au processus n'est pas encore connue à ce jour. L'UE a cependant jusqu'ici refusé tout net de reprendre les négociations.

Améliorer la position des seniors sur le marché du travail

En politique intérieure, le Conseil fédéral a toutefois déjà émis un signal en faveur de la libre circulation des personnes. Ainsi, la situation des seniors sur le marché de l'emploi doit être améliorée par un programme d'impulsion. De nombreuses personnes de plus de 50 ans avaient accepté l'initiative «contre l'immigration de masse» de l'UDC en 2014 par crainte d'être évincées du marché du travail par des immigrants. Berne veut apaiser ces inquiétudes en étoffant l'assurance sociale: les personnes arrivées en fin de droits percevraient ainsi une rente-pont jusqu'au moment de leur retraite ordinaire.

Les tireurs n'ont pas été entendus. Mais l'épreuve du feu est encore à venir pour ce qui est des relations avec l'UE. Photo Keystone

